



Valeria, 19 ans, le 13 octobre 2025 à Kiev. Originaire de la ville de Nova Khakovka, dans la région de Kherson, elle a été forcée de se rendre dans un camp russe en Crimée et d'y subir une propagande et un endoctrinement quotidiens.

VIRGINIE NGUYEN HOANG

menacé de mort s'il refusait de signer des documents l'accusant de fabriquer des cocktails Molotov. Il partageait une cellule prévue pour deux personnes avec sept autres détenus. Prendre une douche était impossible, et sa survie dépendait de la nourriture apportée par sa famille. *"Je pensais ne jamais sortir. Parfois, j'avais envie d'en finir"*, confie-t-il.

Un événement imprévu le sauve: les agents du FSB en charge de son dossier meurent dans une explosion, emportant les preuves. Sacha est relâché. En conflit avec ses parents gagnés par la propagande, il décide alors de partir et, à sa majorité, contacte le bureau de l'Ombudsman ukrainien, Dmytro Lubinets. *"On m'a aidé à obtenir un passeport blanc en Biélorussie et envoyé de l'argent pour rejoindre le territoire contrôlé par l'Ukraine."*

Mais ce parcours reste périlleux: toute personne quittant les zones occupées doit subir un interrogatoire du FSB, puis contourner les lignes de front, souvent en bus, parfois à pied. À leur arrivée, les enfants non accompagnés, jeunes adultes ou familles peuvent être accueillis au centre Espoir et guérison de Save Ukraine, où ils reçoivent un hébergement temporaire, un soutien psychologique et une aide financière, comme Sacha, désormais installé à Kiev avec sa copine, en attendant de trouver un emploi.

"Les gens arrivent épuisés. Chacun rencontre un psychologue pour évaluer ses besoins. Nous fournissons aussi repas, soins et cours de rattrapage pour les enfants", explique Anya, qui travaille pour le centre. Situé dans la banlieue de Kiev, Espoir et guérison comprend une dizaine de maisonnettes et des dortoirs. Ouvert en 2023 grâce à des dons

et des subsides, il accueille les réfugiés entre deux semaines et neuf mois, le temps de retrouver un foyer.

Des dossiers déposés à la CPI

Une fois stabilisés, les rescapés bénéficient aussi d'un accompagnement juridique pour constituer des dossiers destinés à la justice internationale. Ces enquêtes sont menées par plusieurs organisations, dont The Reckoning Project, une équipe de journalistes et de juristes qui recueille et transmet des preuves de crimes de guerre. Depuis trois ans, le projet a collecté près de 600 témoignages vérifiés, contribuant à des dossiers déposés auprès de la Cour pénale internationale et de plusieurs organes de l'Onu.

Parmi eux, celui de Maria, 21 ans, venue de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine, sous contrôle de la DNR (République populaire de Donetsk) depuis 2014. *"J'avais 9 ans et je ne réalisais pas encore ce qui se passait"*, raconte-t-elle, aujourd'hui à Kharkiv. La jeune femme, aux cheveux roses, a quitté seule la ville de Donetsk.

"En octobre 2023, il restait un corridor d'évacuation de la Russie vers Soumy, maintenant fermé."

Malgré dix ans de propagande, elle n'a jamais renié son identité. *"À l'école, on disait que Donetsk n'avait jamais appartenu à l'Ukraine. On ne nous enseignait plus la langue ukrainienne. En 2022, j'ai commencé à chercher la vérité en installant un VPN sur mon ordinateur. Peu à peu, je me suis détachée de ma famille et de mes amis, qui refusaient d'entendre parler de l'Ukraine. Je me sentais extrêmement seule. À l'école, le directeur voulait que je dessine les symboles "Z" et "V", emblèmes de l'armée russe, pour la remise des diplômes. J'ai refusé, et j'ai été*

"Les premiers jours, on est heureux d'être libre, puis il faut réapprendre à vivre, à faire confiance, à ne plus avoir peur..."

Valeria

a été placée de force dans un ancien pensionnat délabré.

menacée." Aujourd'hui, malgré une réadaptation difficile, Maria enseigne dans une école primaire et espère poursuivre des études artistiques à Kiev.

Un univers dystopique

Déportations, enlèvements, tortures, intimidations et endoctrinement vécus par Valeria, Sacha et Maria constituent, selon l'association française "Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre!", un programme systématique mis en œuvre par le gouvernement russe. Depuis sa création en 2022, cette ONG mène une campagne active contre la déportation et la russification des enfants ukrainiens. Elle recueille des preuves, publie des tribunes et dépose des plaintes auprès de la Cour pénale internationale, dénonçant un plan organisé au plus haut niveau, notamment par des responsables du parti Russie Unie.

"En ce qui concerne les déportations, nous avons constaté que toutes les opérations sont liées sur les comptes Telegram de Maria Lvova-Belova et d'autres acteurs russes, qui s'en servent comme outils de propagande", explique Bertrand Lambolez, vice-président de l'ONG. Ces publications cherchent à légitimer les enlèvements en prétendant sauver les enfants des bombardements ukrainiens ou d'un prétendu trafic d'organes. Les informations sont ensuite recoupées avec d'autres sources et témoignages recueillis sur le terrain, notamment à Kherson.

Après la libération de la ville, plusieurs témoins ont rapporté le rapt de 48 enfants et nourrissons de l'hôpital pédiatrique par les forces russes, un épisode documenté par une enquête de l'agence Reuters. *"Ces enquêtes nous plongent dans un univers dystopique. Nous lisons les propos de criminels qui se vantent de leurs crimes en les présentant comme humanitaires. Il est vital que ces responsables soient jugés, sinon ces crimes continueront."*